



Communiqué de presse - Le 18 décembre 2015

Pas d'économie sur le dos des jeunes les plus précaires !

Les associations signataires de la plateforme pour un Big-Bang des politiques jeunesse alertent aujourd'hui l'opinion publique sur la volonté du gouvernement de faire passer une mesure défavorable aux jeunes de moins de 25 ans, et ce par un procédé que nous jugeons inacceptable. Les députés eux-mêmes, soutenus par le Conseil national de l'habitat, avaient refusé début novembre de revoir le mode de calcul des Aides Personnalisées au Logement (APL) pour les jeunes. Le gouvernement s'apprête aujourd'hui à faire passer cette réforme en force, par décret.

Ne pas renforcer la précarité des jeunes

Lorsque 7 jeunes sur 10 ont des difficultés à avoir un logement, que 23% des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté en France et que leur accès à un emploi stable est de plus en plus compliqué, il nous semble nécessaire de ne pas réduire les aides qui leur sont accessibles.

En effet, la mesure envisagée touchera particulièrement les jeunes précaires de moins de 25 ans, en réduisant leurs droits aux APL. L'impact serait massif puisque ce sont **147 000 jeunes précaires (intérimaires, CDD, saisonniers, etc.)** qui perdraient en moyenne **750 euros d'APL par an**.

Nous, organisations de jeunes et de jeunesse, mouvements d'éducation populaire et réseaux d'insertion, demandons solennellement au gouvernement le retrait de ce projet de décret.

Contact presse :

Nelly Paolantonacci, Responsable communication UNHAJ
07 82 09 74 88

Par des organisations à l'initiative de la plateforme « Pour un Big Bang des politiques jeunesse » lancée en 2012 :

